

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

2024.01.18\_59.II

**ARRETE**

portant détermination des crédits affectés  
au département du Nord  
au titre des calamités agricoles

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

**VU** les articles L. 361-1 à L. 361-8 du code rural et de la pêche maritime organisant un régime de gestion des risques en agriculture ;

**VU** les articles D. 361-1 à D. 361-42 du code rural et de la pêche maritime, et notamment les articles D. 361-30 et D. 361-34 à D. 361-39 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 17 septembre 2010 déterminant les conditions générales d'indemnisation des calamités agricoles et de prise en charge des frais afférents ;

**VU** l'arrêté ministériel du **23 JAN. 2024** reconnaissant le caractère de calamité agricole aux dommages subis par les agriculteurs du département du Nord suite aux excès de pluie du 1<sup>er</sup> au 15 novembre 2023 ;

**VU** l'avis émis par le Comité national de gestion des risques en agriculture au cours de sa consultation écrite du 18 janvier 2024,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le montant du crédit à prélever sur les disponibilités du fonds national de gestion des risques en agriculture est fixé, pour le département du Nord à la somme de **cent quatre vingt seize mille euros (196 000,00 €)**.

**ARTICLE 2 :** Ce crédit sera viré par le président de la Caisse centrale de réassurance au contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministre chargé des finances pour être mis à la disposition du directeur départemental des finances publiques du département intéressé.

**ARTICLE 3 :** Le préfet du département arrêtera et mandatera les sommes dues aux agriculteurs sinistrés.

**ARTICLE 4 :** Le président de la Caisse centrale de réassurance et le préfet du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**23 JAN. 2024**

Fait le

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE**

Pour le ministre et par délégation

Pour le ministre et par délégation,  
Sous-directeur compétitivité  
Adjoint au sous-directeur (trife),

N. CHEREL